DOSSIER DE PRESSE



Retrouver un avenir en commun





LE LIVRE

Mai 2019 : les électeurs sont appelés aux urnes pour élire un nouveau Parlement européen. Le contexte est délicat : jamais auparavant les euro-sceptiques de tous bords n'ont été aussi nombreux, et jamais leur voix en Europe n'a autant porté.

Depuis les problèmes soulevés par la crise des dettes publiques au tournant de 2010, le rêve européen des pères fondateurs a échoué à fédérer derrière lui les peuples de l'Union européenne. Nombreux sont ceux qui y voient une machine technocratique et bureaucratique, responsable de tous les maux : crise économique, baisse du pouvoir d'achat, crise des migrants, etc.

Paradoxalement, jamais la construction européenne n'a semblé aussi nécessaire : à l'horizon 2050, toutes les prévisions sont plutôt pessimistes pour les pays du vieux continent pris isolément.

Avec une population qui stagnera autour de 530 millions d'habitants, l'Europe pèsera peu face aux géants indiens et chinois; sa puissance militaire et sa politique étrangère devront être autonomes et capables de rivaliser avec celles des États-Unis ou de la Russie; l'économie française sera reléguée à la onzième place mondiale derrière celle de pays émergents comme l'Inde, le Mexique, le Brésil ou la Russie...

Comment redonner l'envie aux Européens de poursuivre leur aventure commune, sur fond de montée des populismes et de remise en question de ce qui fait leur spécificité ?

Comment faire évoluer le projet européen pour lui permettre de retrouver cohérence et utilité, qualités indispensables à l'adhésion de tous les peuples auxquels il est destiné?



Hors collection ISBN: 978 1 0370 0110 8 160 pages Format 14 x 21 cm Prix 12 euros éditions Hermann, 2019

©Franck Ferville / agence Vu'

L'AUTEUR

"

Nous sommes à un moment véritablement décisif, illustrant un changement de paradigme à plus d'un titre : retour ou revanche des puissances à l'instar de la période bismarckienne et fin du multilatéralisme co-construit par les États-Unis depuis 1945, émergence d'identités développées autour de la religion et porteuses d'espérances fantasmées, nouvelles dépendances ou assujettissements à la puissance économique et sociale des géants numériques.

Face à ces bouleversements mondiaux désormais avérés, la réponse rationnelle ne peut tourner autour de la seule souveraineté nationale, finalement illusoire et dérisoire car conduisant à la soumission, que les États seuls seront incapables de maîtriser. La véritable question est donc de savoir comment rendre acceptable pour les peuples les partages de souveraineté indispensables entre pays partageant une histoire et un destin communs.

Jean-Michel Arnaud

JEAN-MICHEL ARNAUD est vice-président de Publicis Consultants et directeur des publications de *l'Abécédaire des Institutions*. Cofondateur du quotidien gratuit, il est aussi vice-président de *Metro International Newspapers* et a présidé le groupe Domaines Publics. Conseiller du Commerce Extérieur de la France, il enseigne l'intelligence économique à l'université Paris-Descartes. Il est co-auteur, avec David Lisnard, de *Refaire communauté*, *pour en finir avec l'incivisme* (2018).

EXTRAITS

Une vague populiste et d'extrême droite ?

Les prochaines élections européennes conduiront vraisemblablement à une représentation beaucoup plus importante des mouvements populistes et d'extrême droite, dont le programme et les idéaux ont justement pour but d'affaiblir le poids des institutions européennes, lorsqu'il ne s'agit pas purement et simplement d'envisager la sortie ou l'implosion de l'UE, à l'instar du UKIP britannique. L'avenir du projet européen dépendra sans doute de l'ampleur de cette vague ; mais il y a fort à parier que ces partis, également soumis à la force du principe de réalité, auront beaucoup de mal à s'entendre entre eux, certains pays d'Europe de l'Est ayant par ailleurs développé une addiction à la bonne perception des fonds structurels et de cohésion. Cette incapacité à fédérer ces mouvements, très centrés sur leurs intérêts nationaux, pourrait avoir pour conséquence d'illustrer la vacuité ou l'inefficacité des solutions qu'ils proposent.

De nouveaux acteurs industriels : inteligence artificielle et GAFA

"

Tout en poursuivant le renforcement de la défense de ses intérêts économiques et de ses ressources stratégiques, l'Europe doit faire émerger de nouveaux acteurs industriels d'envergure mondiale, dans le secteur du numérique et de l'intelligence artificielle en priorité.

Airbus est probablement l'exemple le plus emblématique d'une coopération industrielle européenne remarquable et réussie, qui devrait inspirer les institutions européennes et les dirigeants des États membres dans les secteurs où l'Europe est à la fois en retard ou dépendante des États-Unis (et bientôt de la Chine), et dont la maîtrise est indispensable pour garantir sa souveraineté pour les prochaines décennies.

À ce titre, le numérique et l'intelligence artificielle, devraient être les premiers concernés par une telle initiative, dans un contexte de domination sans partage des « GAFA », dont la capitalisation boursière dépasse ou approche les 1 000 milliards de dollars (Amazon et Apple). On notera qu'il s'agit d'une initiative complémentaire de la volonté de créer des « champions » européens, à partir du regroupement de grandes entreprises existantes.

Cet essor de nouveaux acteurs européens pourrait être favorisé par l'instauration d'une initiative européenne pour l'innovation de rupture (ou Joint European Disruptive Initiative), telle qu'évoquée par le président français lors de son discours de la Sorbonne et explicitée depuis par le ministre français de l'Économie, Bruno Lemaire.

Un Frexit serait-il possible?

"

L'élection d'Emmanuel Macon a pu faire penser qu'un terme était mis à la vague populiste en Europe. Mais la montée de l'AfD, qui a obtenu 94 sièges au Bundestag lors des dernières élections législatives de septembre 2017 en Allemagne et où aucun parti d'extrême droite n'en avait jamais obtenu dans ce type d'élections depuis la Seconde Guerre mondiale, les alliances avec l'extrême droite en Autriche tout comme en Italie – où la coalition au pouvoir est un mix entre partis d'extrême droite (la Ligue) et populiste (Mouvement 5 étoiles) - ont démontré qu'il n'en est rien. Si l'Europe ne parvient pas à s'entendre au cours des prochaines années pour gérer les crises auxquelles elle est et sera confrontée, dans le respect de la solidarité entre pays membres qu'implique son fonctionnement, le danger est plus celui d'une implosion que celui d'un « simple » Frexit.

Il est en revanche vraisemblable que si le candidat du Rassemblement national ou de la France insoumise arrivait en tête de la prochaine élection présidentielle française et des législatives, le corps électoral français serait interrogé par référendum sur son appartenance à l'Union européenne. Quelle serait la cohérence du résultat avec le fait d'avoir porté un candidat eurosceptique ou europhobe à la tête du pays ? Quelles seraient les circonstances nationales ? Une partie de la réponse se trouve dans les résultats qui seront observés lors des prochaines élections européennes de mai 2019.

Quel budget, et pour quoi faire?

L'équation du prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027 est complexe à plus d'un titre :

((

- [...] 1. En tant que contributeur net au budget de l'UE, le prochain départ du Royaume-Uni va diminuer les ressources de l'UE. La contribution nette du Royaume-Uni est positive et s'élevait à 5,6 milliards d'euros en 2016. La Commission a proposé le 2 mai 2018 une légère augmentation du budget avec des engagements à 1135 milliards d'euros (aux prix de 2018) pour la période 2021-2027 soit 1,11 % de RNB, auxquels il convient donc d'ajouter le montant net de la contribution britannique. Les ressources prélevées par les États membres devraient donc dans cette hypothèse augmenter d'autant et être à l'origine d'âpres négociations, surtout si les autres rabais (appelés dans le jargon européen le mécanisme de « rabais sur le rabais ») au bénéfice de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède sont progressivement supprimés comme le souhaite la Commission, dans une logique de simplification.
- 2. Or, même en appliquant scrupuleusement le principe de subsidiarité, les défis auxquels l'Europe est confrontée en matière de Défense, de protection de ses frontières ou de relance industrielle, nécessitent des investissements conséquents. (...) Dans la lignée de ses réflexions et déclarations depuis le Brexit, la Commission entend financer des priorités nouvelles et urgentes, nécessitant une augmentation des niveaux actuels de financement dans des domaines tels que la recherche et l'innovation, la jeunesse, l'économie numérique, la gestion des frontières, la sécurité et la défense. (...) Au titre des priorités urgentes, les crédits consacrés à la sécurité seraient en augmentation de 40 %, permettant un renforcement du financement d'Europol, l'accentuation de la lutte contre la cybercriminalité, ou encore l'approfondissement de la coopération policière. Actuellement compétence des États membres, la défense constituerait un poste budgétaire nouveau ; aucun euro n'avait en effet été budgétisé pour la mobilité militaire sur l'exercice 2014-2020 et la dotation du Fonds européen de défense n'était que de 590 millions d'euros. [...]



